



CENTRE HOSPITALIER RÉGIONAL METZ-THIONVILLE

Direction des Achats de la Logistique et de l'Hôtellerie

1 allée du Château – CS 45001

57085 METZ – Cedex 03

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Marché de Prestations Intellectuelles

**MAITRISE D'ŒUVRE POUR LE REAMENAGEMENT COMPLET DES RESEAUX D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT DE L'HOPITAL
FELIX MARECHAL – CHR METZ-THIONVILLE**

La consultation est passée selon la procédure adaptée selon les articles R. 2123-1 et R. 2123-4 à R. 2123-6 du code de la commande publique

DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES : le 11 décembre 2025 à 12 heures

Sommaire

ARTICLE 1- PARTIES CONTRACTANTES	3
ARTICLE 2- MODE DE PASSATION DE LA CONSULTATION	3
ARTICLE 3- ALLOTISSEMENT ET DUREE DU MARCHE	3
3-1 – Durée du marché.....	3
3-2 – Allotissement et adresse de l'établissements concerné.....	3
ARTICLE 4- DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE	3
4-1- Pièces particulières	3
4-2- Pièces communes	4
ARTICLE 5- EXECUTION	4
ARTICLE 6 - MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX.....	4
6-1- Contenu des prix.....	4
6-2 - Forme des Prix :	4
ARTICLE 7- PENALITES DE RETARD – EXECUTION PAR DEFAUT	4
7-1- Pénalités pour retard	4
7-2- Exécution au frais et risques du titulaire.....	5
7-3- Sursis de paiement.....	5
ARTICLE 8 - ASSURANCES	5
ARTICLE 9 - PAIEMENT - ETABLISSEMENT DES FACTURES	6
8-1- Présentation des demandes de paiement	6
8-2- Délai de paiement et mode de règlement.....	6
ARTICLE 10 - INTERETS MORATOIRES.....	7
ARTICLE 11 - AVANCE FORFAITAIRE ET GARANTIE A PREMIERE DEMANDE	7
11-1- Avance forfaitaire	7
11-2- Garantie à première demande	7
11-3- Remboursement de l'avance forfaitaire	7
ARTICLE 12 – RESILIATION POUR FAUTE	7
ARTICLE 13 - COMPTABLE ASSIGNATAIRE	8
ARTICLE 14 - JURIDICTION COMPETENTE EN CAS DE CONTENTIEUX.....	8
ARTICLE 15 - DEROGATIONS AU CCAG PRESTATIONS INTELLECTUELLES.....	8

ARTICLE 1- PARTIES CONTRACTANTES

La présente consultation a pour objet la **Mission d'assistance à la maîtrise d'ouvrage pour le réaménagement complet des réseaux d'eau et d'assainissement de l'Hôpital Félix Maréchal – CHR METZ-THIONVILLE.**

Le CHR METZ-THIONVILLE personne publique contractante, est représenté par son Directeur Général Pouvoir Adjudicateur, seul habilité à signer les marchés.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.).

ARTICLE 2- MODE DE PASSATION DE LA CONSULTATION

La consultation est passée selon la procédure adaptée eu égard des articles R. 2123-1 et R. 2123-4 à R. 2123-6 du code de la commande publique.

A ce titre, le CHR procédera à la négociation des offres reçues. Le CHR se réserve toutefois la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans engager lesdites négociations.

Il est conclu sans minimum et avec un montant maximum fixé à 120 000 € HT pour la durée du marché.

ARTICLE 3- ALLOTISSEMENT ET DUREE DU MARCHE

3-1 – DUREE DU MARCHE

Le marché court à compter de sa notification et jusqu'à l'accomplissement des prestations objet du marché.

3-2 – ALLOTISSEMENT ET ADRESSE DE L'ETABLISSEMENTS CONCERNE

Le marché est traité à lot unique, les prestations formant un tout homogène non divisible et liées à une opération de travaux.

ARTICLE 4- DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE

Les documents qui régissent la consultation sont dans l'ordre de priorité décroissante.

4-1- PIECES PARTICULIERES

- L'acte d'engagement (A.E.) constituant l'offre du prestataire ;
- Le DC1
- Le DC2
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'Etablissement Public fait seul foi ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'Etablissement Public fait seul foi ;
- Le règlement de consultation (RC)

4-2- PIECES COMMUNES

La pièce commune suivante n'est pas jointe au présent marché, mais les parties contractantes déclarent expressément la connaître, s'y référer et l'accepter :

- Cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicable aux marchés de Prestations intellectuelles.

ARTICLE 5- EXECUTION

Conformément à l'article 22 du CCAG/PI, le pouvoir adjudicateur peut décider, au terme de chacune des phases définies au CCTP de ne pas poursuivre l'exécution des prestations.

ARTICLE 6 - MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX

6-1- CONTENU DES PRIX

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, comprenant déplacements, repas et hébergement du titulaire ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage et au transport jusqu'au lieu de livraison ou d'installation.

Les prix seront libellés en Euros.

Les prix proposés doivent comprendre tous les frais inhérents à la prestation complète (hébergement, restauration, déplacements, communication, ...).

De même, tous les équipements ou consommables nécessaires à la réalisation de la mission sont à la charge du candidat.

Aucune facturation supplémentaire ne sera acceptée.

6-2 - FORME DES PRIX :

Les prix sont fermes pour la durée de la prestation.

ARTICLE 7- PENALITES DE RETARD – EXECUTION PAR DEFAULT

7-1- PENALITES POUR RETARD

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG PI, lorsque le délai contractuel est dépassé, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, la pénalité suivante :

Cette pénalité est calculée par application de la formule suivante :

$$P = V \times R / 50 ;$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur de l'élément de mission auquel se rattache la prestation en retard et sur lequel est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, dudit élément de mission

R = le nombre de jours de retard.

Le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10 % du montant total hors taxes du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande

Par dérogation à l'article à l'article 14.1 du CCAG PI, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités de retard dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € pour l'ensemble du marché.

7-2- EXECUTION AU FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

En cas de défaillance imputable au prestataire entraînant la résiliation du marché à ses torts ou de défaillance d'exécution de sa prestation, de prestation incomplète ou rejetée, de retard, ou de non correction dans les délais accordés, le Pouvoir Adjudicateur pourra, dans un délai de six mois suivant la résiliation du marché, ou de deux mois suivant le constat de défaillance du prestataire, passer un marché pour l'exécution de tout ou partie des prestations non encore acceptées ou réalisées.

Tous les frais supplémentaires pouvant résulter de cette opération sont à la charge du prestataire résilié ou défaillant, sans préjudice d'éventuelles pénalités pour retard, et cela jusqu'à l'exécution effective des prestations par la tierce entreprise appelée en remplacement.

En cas de différence de prix au détriment de l'Etablissement, celle-ci sera mise de plein droit à la charge du titulaire du marché et automatiquement déduite de la prochaine facture mise en paiement à son profit, ou récupérée par titre de recettes, au libre choix de la personne responsable du marché. A l'inverse, toute diminution de dépense après recours à un tiers fournisseur ne profitera pas au titulaire.

7-3- SURSIS DE PAIEMENT

Le titulaire se verra opposé un sursis à la mise en paiement dans l'une des situations suivantes :

- NON-RESPECT DU PRIX DU MARCHE
- ERREUR DE QUANTITE
- ERREUR DE TVA
- PORT FACTURE NON DU
- ADMISSION DU MATERIEL/ DE LA PRESTATION NON PRONONCEE
- TAUX DE REMISE SUR ARTICLES FACTURES NON INDIQUE
- TARIFS APPLICABLES POUR L'ANNEE CONCERNEE NON ARRETES
- RELEVÉ D'IDENTITE BANCAIRE DIFFERENT DE CELUI PORTE AU MARCHE
- AUTRES CAS...

La mise en paiement ne pourra être reprise qu'une fois les corrections effectuées.

ARTICLE 8 - ASSURANCES

Lors de la remise de son offre, l'entrepreneur devra fournir obligatoirement une attestation délivrée par sa compagnie d'assurance, justifiant de la couverture des conséquences pécuniaires de la RESPONSABILITE

CIVILE qu'il est susceptible d'encourir à l'égard des tiers et du maître d'ouvrage, à la suite de tous dommages corporels, matériels ou immatériels survenant tant en cours qu'après réception des travaux.

Cette attestation devra porter la mention de l'étendue de la garantie.

L'entrepreneur devra joindre obligatoirement à sa première demande de paiement la police d'assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 et l'article 2270 du code civil, pour les travaux faisant l'objet du présent marché.

ARTICLE 9 - PAIEMENT - ETABLISSEMENT DES FACTURES

Les factures seront libellées à l'attention de l'établissement concerné :

- **Centre Hospitalier Régional METZ-THIONVILLE**

Hôpital de Mercy - Direction des Achats de la Logistique et de l'Hôtellerie – 1, Allée du Château - 57085 METZ cedex 3.

Elles seront envoyées de façon dématérialisée et gratuite en utilisant le portail sécurisé Chorus Portail Pro de l'Etat à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Attention à sélectionner le code SIRET correspondant à chaque établissement.

Etablissements	N° de SIRET	Code service
CHR METZ-THIONVILLE	265.702.803.00510	DTCHR

8-1- PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT

Les factures afférentes au paiement, libellées en Euro (€), seront établies selon les indications suivantes :

- ▢ les noms et adresse du créancier ;
- ▢ le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- ▢ le numéro du marché ;
- ▢ le montant hors T.V.A. ;
- ▢ le taux et le montant de la T.V.A. ;
- ▢ le montant total T.T.C. ;
- ▢ la date d'envoi de la demande de paiement.

Toute facture ne comportant pas l'ensemble des renseignements ci-dessus ne pourra être mise en paiement, et sera retournée au fournisseur pour correction.

Le paiement s'effectuera par les soins du trésorier.

Le règlement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique.

8-2- DELAI DE PAIEMENT ET MODE DE REGLEMENT

Conformément à l'article R2192-11 du code de la commande publique, les factures sont réglées, hors délai bancaire, sous le délai maximum de 50 jours.

ARTICLE 10 - INTERETS MORATOIRES

Le défaut de paiement dans les délais fait courir de plein droit au titulaire du marché des intérêts moratoires selon le taux de refinancement principal de la banque centrale européenne en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter de l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus.

Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises, diminué de la retenue de garantie, et après application des clauses d'actualisation, de révision et de pénalisation.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à **40 euros**.

ARTICLE 11 - AVANCE FORFAITAIRE ET GARANTIE A PREMIERE DEMANDE

11-1- AVANCE FORFAITAIRE

L'avance forfaitaire est constituée d'une somme que le C.H.R. Metz-Thionville pourra, avant toute exécution, octroyer en une fois au fournisseur retenu pour tout lot ou marché dont le montant minimal est supérieur à 50 000 € H.T., sauf si le titulaire du marché en a exprimé par écrit son refus.

L'avance forfaitaire représente un montant de 5% du montant contractuel des prestations à exécuter dans les 12 premiers mois de validité du marché, soit l'offre du candidat retenu divisée par la durée maximale contractuelle de validité du marché.

11-2- GARANTIE A PREMIERE DEMANDE

Le versement de l'avance forfaitaire ne pourra avoir lieu avant que le titulaire ait fait parvenir au C.H.R. la preuve de sa constitution d'une garantie à première demande auprès d'un Etablissement de crédit mentionné à l'article L.612-1 du code monétaire et financier.

L'Etablissement de crédit s'engage alors à rembourser le C.H.R., dès sa première demande, des montants qui auraient été avancés forfaitairement au titulaire.

11-3- REMBOURSEMENT DE L'AVANCE FORFAITAIRE

Le remboursement des sommes ayant donné lieu à avance forfaitaire interviendra lorsque le montant facturé par le titulaire aura atteint 65% du montant minimal contractuel de prestations ou de commandes.

Le C.H.R Metz-Thionville procédera au remboursement de l'avance, par précompte sur la ou les demandes de paiement faisant suite à l'atteinte de ce seuil de 65%, jusqu'à remboursement total de la somme avancée.

Le précompte devra être achevé au plus tard lorsque que 80% du marché aura été exécuté.

ARTICLE 12 – RESILIATION POUR FAUTE

En cas d'infraction caractérisée aux clauses du marché, notamment en cas de manquement aux obligations du présent C.C.A.P., ou en cas d'inexactitude des documents et renseignements fournis par le candidat, le Pouvoir Adjudicateur peut résilier le marché sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité.

La décision de résiliation interviendra après que le titulaire ait été informé, par lettre recommandée avec accusé de réception, de la sanction envisagée et invité à présenter ses observations dans un délai de huit jours.

Dans ces cas, l'exécution de la prestation, telle qu'elle est définie dans le présent C.C.A.P., sera confiée à un autre prestataire de services aux frais et risques du titulaire, conformément à l'article 7-2.

Par dérogation à l'article 40 alinéa du CCAG PI, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, aucune indemnité forfaitaire de résiliation ne sera due au titulaire du marché.

ARTICLE 13 - COMPTABLE ASSIGNATAIRE

Le comptable assignataire des paiements est :

Madame l'Inspectrice des Finances
Rue des Frères Lacretelle
57070 Metz
tél. : 33 3 87 65 17 60
fax : 33 3 87 65 17 99.
e-mail : T057061@cp.finances.gouv.fr

ARTICLE 14 - JURIDICTION COMPETENTE EN CAS DE CONTENTIEUX

La juridiction compétente pour tout contentieux pouvant survenir à l'occasion de l'attribution ou de l'exécution du présent marché est le Tribunal administratif de STRASBOURG.

ARTICLE 15 - DEROGATIONS AU CCAG PRESTATIONS INTELLECTUELLES

L'article 7.1 du cahier des clauses administratives particulières déroge à l'article 14.1 du CCAG PI.

L'article 12 du cahier des clauses administratives particulières déroge à l'article 40 du CCAG PI

Fait à Metz, le 14 novembre 2025,

La Directrice des Achats, de la Logistique et de
l'Hôtellerie

Katia REBELO-SEWASTIANOW

